

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/43715]

19 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, article 32 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), article 7 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 septembre 2020 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 août 2020 ;

Vu le « Test genre » du 1^{er} septembre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^{er}, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Comité de Direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 17 septembre 2020 ;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière donné le 17 septembre 2020 ;

Vu les avis du Conseil de Direction du Ministère de la Communauté française, du Conseil de Direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du 'Conseil WBE' de Wallonie-Bruxelles Enseignement, réputés favorables par application de l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu le protocole n° 524 du Comité de Secteur XVII, conclu le 18 septembre 2020 ;

Vu l'avis n° 68.131/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 octobre 2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Les projets mettant en œuvre les objectifs stratégiques et opérationnels sont repris au sein d'une feuille de route, et sont approuvés par le ou les Ministres fonctionnellement compétents. Cette feuille de route est mise à jour par le ou les Ministres fonctionnellement compétents, en collaboration avec l'administration fonctionnelle, lors de chaque modification du contrat et suite à la remise du rapport de suivi annuel visé au paragraphe 5. Les feuilles de route sont, après approbation ou mise à jour par le ou les Ministres fonctionnellement compétents, communiquées pour information au Gouvernement. » ;

2^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « élargi aux mandataires de rang 16, et » sont abrogés ;

3^o au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce suit :

« Le Comité de direction rédige le projet de contrat d'administration sur base de la méthodologie fixée par le Gouvernement. Les Administrateurs généraux et les Directeurs généraux membres du Comité de direction se concertent avec les Ministres fonctionnels ou leurs délégués pour l'élaboration des objectifs stratégiques et opérationnels sectoriels qui concernent les matières dont ils ont la responsabilité. Le Secrétaire général, le Ministre-Président, le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique ou leurs délégués sont associés à ces concertations pour assurer la cohérence entre les objectifs transversaux et sectoriels. » ;

4^o au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « de rang 17, 16+ et 16 du Ministère » sont remplacés par les mots « membres du Comité de direction du Ministère. » ;

5^o au paragraphe 3, alinéa 2, le mot « compétents » est remplacé par les mots « membres du Comité de direction » ;

6^o au paragraphe 6, les mots « , élargi aux mandataires de rang 16 et » sont abrogés.

Art. 2. Dans l'article 20bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « 4^o les projets stratégiques ; » sont abrogés ;

2^o au paragraphe 1, il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les projets mettant en œuvre les objectifs stratégiques et opérationnels sont repris au sein d'une feuille de route, approuvée par le Ministre fonctionnellement compétent. Cette feuille de route est mise à jour par le Ministre fonctionnellement compétent, en collaboration avec l'ETNIC, lors de chaque modification du contrat et suite à la remise du rapport de suivi annuel visé au paragraphe 4. La feuille de route est, après approbation ou mise à jour par le Ministre fonctionnellement compétent, communiquée pour information au Gouvernement. » ;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « s'appuie sur le vade-mecum adopté par le Gouvernement pour rédiger le contrat d'administration » sont remplacés par les mots « rédige le projet de contrat d'administration sur base de la méthodologie fixée par le Gouvernement. » ;

4° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « dans les 3 mois de sa réception » sont abrogés ;

5° au paragraphe 4, alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'évolution de l'atteinte des objectifs stratégiques et opérationnels ».

Art. 3. Dans l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de rang 16 ne faisant pas partie du Comité de direction et » sont insérés entre les mots « Chaque mandataire » et les mots « de rang 15 ».

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « sa Direction générale ou » sont insérés entre les mots « pour ce qui concerne » et les mots « son Service général ».

3° au paragraphe 2, alinéa 5, les mots « de rang 16 ne faisant pas partie du Comité de direction ou » sont insérés entre les mots « le mandataire » et les mots « de rang 15 » ;

4° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « de rang 16 ne faisant pas partie du Comité de direction ou » sont insérés entre les mots « le mandataire » et les mots « de rang 15 ».

Art. 4. Dans l'article 32, alinéa 2, du même arrêté, les mots « de rang 16 ne faisant pas partie du Comité de direction et » sont insérés entre les mots « le mandataire » et les mots « de rang 15 ».

Art. 5. Dans l'article 41 du même arrêté, les mots « de rang 16 ne faisant pas partie du Comité de direction et » sont à chaque fois insérés entre les mots « les mandataires » et les mots « de rang 15 ».

Art. 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 novembre 2020.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/43715]

19 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32 ;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ÉTNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 7 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII^{re} ressorteren;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 september 2020 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 augustus 2020 ;

Gelet op de « gendertest » van 1 september 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), gegeven op 17 september 2020 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan), gegeven op 17 september 2020 ;

Gelet op de adviezen van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Directieraad van « Office de la Naissance et de l'Enfance » en vande 'WBE-Raad' van Wallonie-Bruxelles Enseignement, » die als gunstig geacht worden met toepassing van artikel 4, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 524 van het Sectorcomité XVII, afgesloten op 18 september 2020;

Gelet op het advies nr. 68.131/4 van de Raad van State, gegeven op 28 oktober 2020 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 20 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII^{te} sorteren, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt een lid tussen het vierde en het vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Projecten die de strategische en operationele doelstellingen uitvoeren, worden opgenomen in een routeplan en goedgekeurd door de functioneel bevoegde minister(s). Dit routeplan wordt door de functioneel bevoegde minister(s) bijgewerkt, in samenwerking met de functionele administratie, telkens wanneer de overeenkomst wordt gewijzigd en na de indiening van het jaarlijkse controleverslag bedoeld in paragraaf 5. De routeplannen worden, na goedkeuring of bijwerking door de functioneel bevoegde minister(s), ter informatie aan de Regering meegedeeld. » ;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « uitgebreid tot de mandaathouders van rang 16, en » opgeheven ;

3° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Het Directiecomité stelt het ontwerp van bestuursovereenkomst op, op basis van de door de Regering vastgestelde methodologie. De Administrateurs-generaal en de Directeurs-generaal die lid zijn van Directiecomité plegen overleg met de functionele Ministers of hun afgevaardigden voor de ontwikkeling van strategische en operationele sectorale doelstellingen met betrekking tot de aangelegenheden waarvoor ze verantwoordelijk zijn. De Secretaris-generaal, de Minister-president, de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken of hun afgevaardigden zijn bij dit overleg betrokken om de samenhang tussen transversale en sectorale doelstellingen te verzekeren. » ;

4° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden « van rang 17, 16+ en 16 van het Ministerie » vervangen door de woorden « leden van het Directiecomité van het Ministerie. » ;

5° in paragraaf 3, tweede lid, wordt het woord « bevoegde » vervangen door de woorden « leden van het Directiecomité » ;

6° in paragraaf 6 worden de woorden « dat tot de mandatarissen van rang 16 wordt uitgebreid » opgeheven.

Art. 2. In artikel 20bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « 4° strategische projecten ; » opgeheven ;

2° in paragraaf 1 wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Projecten die de strategische en operationele doelstellingen uitvoeren, worden opgenomen in een routeplan en goedgekeurd door de functioneel bevoegde minister. Dit routeplan wordt door de functioneel bevoegde minister bijgewerkt, in samenwerking met het ETNIC, telkens wanneer de overeenkomst wordt gewijzigd en na de indiening van het jaarlijkse controleverslag bedoeld in paragraaf 4. Het routeplan wordt, na goedkeuring of bijwerking door de functioneel bevoegde minister, ter informatie aan de Regering meegedeeld. » ;

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « baseert zich op het door de Regering goedgekeurde vademecum voor het opstellen van de beheersovereenkomst » vervangen door de woorden « stelt het ontwerp van bestuursovereenkomst op, op basis van de door de Regering vastgestelde methodologie. » ;

4° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden « binnen drie maanden na ontvangst » opgeheven ;

5° in paragraaf 4, tweede lid, wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° de evolutie van het behalen van de strategische en operationele doelstellingen ».

Art. 3. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « van rang 16 die niet behoort tot het Directiecomité en » ingevoegd tussen de woorden « Elke mandaathouder » en de woorden « van rang 15 ».

2° in paragraaf 1, eerste lid worden de woorden « zijn algemene directie of » ingevoegd tussen de woorden « voor wat betreft » en de woorden « zijn algemene dienst ».

3° in paragraaf 2, vijfde lid worden de woorden « van rang 16 die niet behoort tot het Directiecomité of » ingevoegd tussen de woorden « de mandaathouder » en de woorden « van rang 15 » ;

4° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « van rang 16 die niet behoort tot het Directiecomité of » ingevoegd tussen de woorden « de mandaathouder » en de woorden « van rang 15 ».

Art. 4. In artikel 32, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « van rang 16 die niet behoort tot het Directiecomité en » ingevoegd tussen de woorden « de mandaathouder » en de woorden « van rang 15 ».

Art. 5. In artikel 41 van hetzelfde besluit worden de woorden « van rang 16 die niet behoren tot het Directiecomité en » telkens ingevoegd tussen de woorden « de mandaathouders » en de woorden « van rang 15 ».

Art. 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 november 2020.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijken kansen
en het toezicht op "Wallonie Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN